



Le meilleur avion de combat ou la meilleure offre?

ARMÉE DE L'AIR

Une armée n'achète pas toujours le meilleur avion. Les affaires compensatoires jouent aussi un rôle, en Suisse comme à l'étranger. Encore faut-il qu'elles se réalisent!

Le débat sur l'achat de nouveaux avions de combat va encore s'animer. Au Brésil, le Rafale français est jugé deux fois plus cher que le Gripen suédois. La polémique enfile, car le président Lula da Silva – pour motifs politiques, notamment les compensations industrielles – a déjà conclu le marché avec le président français Sarkozy.

De quoi ajouter encore à la confusion en Suisse. Car ces deux avions sont aussi en lice pour remplacer les vieux Tiger de l'armée. Sans parler qu'Ueli Maurer, officiellement, ne veut plus d'avions. Le Conseil fédéral, oui. Et une initiative du Groupement pour une Suisse sans armée (GSSA) exige un moratoire de dix ans pour l'acquisition de tels appareils.

Malgré cela, la procédure d'achat est dans sa dernière phase. «Le rapport d'évaluation a été communiqué au ministre de la Défense, Ueli Maurer, le 30 décembre dernier», confirme Tho-

mas Hurter. Le conseiller national UDC est président de la sous-commission chargée de la transparence des offres. La décision finale doit être prise avant la fin du printemps par le Conseil fédéral.

«Peu importe celui qu'on choisit!»

Aucune controverse en Suisse, assure Thomas Hurter, malgré le fait qu'ici, comme au Brésil, les critères sont autant politiques qu'opérationnels. «Si l'avion arrive à un certain seuil de performance, peu importe celui qu'on choisit!» Car dans la balance pèsent aussi les affaires compensatoires. C'est-à-dire que pour 2,2 milliards d'achats, une somme égale sera dépensée en Suisse par l'avionneur. Des contreparties qui profitent à toute l'industrie suisse, répète inlassablement le lobby de l'armée. Or, selon *L'Hebdo*, qui a eu accès à un rapport confidentiel, à peine 40 à 50% de ces commandes militaires compensatoires ont été réalisés par le passé. A ce point de la procédure, selon nos informations, la commission d'enquête d'ArmaSuisse n'a exigé et vérifié des offres compensatoires que pour une somme de 800 millions. Sur les 2,2 milliards de la facture totale! **XAVIER ALONSO** BERNE